



## COMMUNIQUE DE PRESSE

Plus de 450 enseignants et parents d'élèves étaient mobilisés le mercredi 3 février pour dénoncer les phénomènes de violence à l'intérieur et aux abords des écoles et pour demander plus de moyens matériels et humains.

Au lieu de recevoir une délégation de manifestants ou d'encourager des initiatives comme celle qui a été prise par la Ministre de l'Education Nationale pour certaines écoles de Marseille (des parents et des enseignants dénoncent également la dangerosité des établissements scolaires), le vice rectorat s'est contenté d'un communiqué de presse le lendemain de la mobilisation, pour assurer que des moyens sont déjà déployés. Cela démontre une nouvelle fois le manque total de considération de la Vice Rectrice à l'égard des enseignants et des parents d'élèves.

Pour rappel, dans la presse écrite, la Vice Rectrice avait souhaité que chacun se sente « *concerné en réagissant en s'investissant selon ses fonctions* », en expliquant que « *certaines établissements sont épargnés par cette violence parce que les équipes éducatives se sentent concernées* ». D'ailleurs, son Directeur de Cabinet estime que les enseignants qui ont exercé leur droit de retrait y trouvent « *un effet d'aubaine pour se dédouaner de la mission à accomplir ou pour créer l'évènement* ».

Le vice rectorat affirme que des moyens énormes ont été déployés depuis 2014 pour la sécurité des établissements. Il oublie de préciser que cet investissement demeure en deçà des besoins compte tenu des effectifs qui restent très importants dans les classes et les écoles.

La construction de nouvelles salles de classe peut faire baisser les effectifs ; mais, seules 11 nouvelles salles de classe ont été livrées en 2015. Le SNUipp-FSU Mayotte ne voit toujours pas sortir de terre les constructions scolaires telles que promises par le Président de la République et réitérées par le Préfet.

La bonne volonté affichée doit être concrétisée par des actes. Le SNUipp-FSU Mayotte attend impatiemment la visite de la préfecture à Cavani Sud ainsi que l'organisation d'une réunion sur la sécurité dans les écoles. Notre syndicat ne souhaite pas que l'engagement de la préfecture à « *sanctuariser* » les établissements scolaires soit à l'image de son engagement à faire construire des écoles dans le département ...